

## *Engagement*

Qu'est-ce que l'« engagement » ? Tout le monde n'est pas d'accord sur la définition du mot. Et quand on l'applique à l'écrivain ou à l'artiste, les avis les plus contradictoires se heurtent. Les uns proclament qu'il doit toujours être engagé, d'autres qu'il doit surtout ne jamais l'être, d'autres encore qu'il l'est de toute manière et que la cause est entendue. Mais cette cacophonie provient peut-être justement de ce qu'on ne s'est pas très bien entendu, au départ, sur le sens du mot. Essayons d'entrer dans le problème à petit pas, en partant le plus simplement possible de la signification que le langage courant donne à ce mot.

Qu'est-ce qu'une personne engagée ? C'est, dira-t-on, une personne qui ne vit pas dans sa tour d'ivoire ; une personne qui a le souci d'autrui, qui se sent responsable de la société dans laquelle elle vit ; une personne qui, d'une manière ou d'une autre, croit à la possibilité de changer et d'améliorer cette société. Bref, quelqu'un qui ne veut pas se contenter de traverser la vie en spectateur, mais qui voudrait y agir, et dans un sens profitable à la communauté. Ce dernier point vaut d'être précisé, car sinon, celui qui entre à la mafia pour participer à ses activités lucratives serait lui aussi un homme « engagé ».

S'engager suppose qu'on ne veut pas œuvrer dans des buts égoïstes, mais pour le mieux-être de la communauté, et, à l'horizon, de l'humanité entière. S'engager suppose d'une part qu'on ne soit pas fataliste, qu'on croie possible un changement de notre monde, une avancée vers plus de justice, par exemple, ou plus de démocratie. Et d'autre part, que l'on souhaite ce changement pour tous. S'engager, c'est, si l'on veut, croire en l'avenir commun, ou si vous préférez, pour reprendre un mot de notre compatriote Denis de Rougemont. C'est croire que

« l'avenir est notre affaire ».

\*

La question de l'engagement semble donc bien être une question d'attitude de l'individu par rapport à la communauté. Une question, par conséquent, qui nous concerne tous, quel que soit notre âge ou notre position dans la société. On pourrait presque dire, au risque de résumer excessivement, qu'une personne engagée est une personne qui croit en l'avenir de l'homme, et qui agit en conséquence, avec le souci de défendre les valeurs humaines essentielles, qu'on résume souvent sous le nom général de « droits de l'homme ». Cependant vous savez que le mot même d' « engagement » a surgi dans un milieu bien particulier, celui des intellectuels et des écrivains, voilà un demi-siècle environ, dans la France de l'entre-deux-guerres. Et qu'il a pris, au fil du temps et jusqu'à nos jours, des significations plus particulières que le sens très général que je lui donne ici. C'est en me référant brièvement à ces significations, et principalement de celle que lui a donnée un écrivain comme Sartre, que nous comprendrons peut-être les ambiguïtés qui s'y sont attachées, et que nous parviendrons peut-être à lever ces ambiguïtés. Du même coup, nous parviendrons peut-être à préciser ce que peuvent bien être ces « droits de l'homme » que nous sommes censés défendre, et dont le sens n'est pas toujours très clair lui non plus.

Il n'est pas question pour moi de faire devant vous tout l'historique du mot engagement, et de ses vicissitudes. Mais je note simplement que les premiers penseurs ou philosophes qui, durant l'entre-deux-guerres, parlèrent d'engagement, furent ceux qu'on appela les « personalistes ». Comme ce nom l'indique, ces penseurs insistaient sur les valeurs fondatrices de

la personne humaine, soulignant que la personne est davantage que l'individu. Les valeurs de la personne ne sont pas des valeurs individualistes ou égoïstes, ce sont au contraire des valeurs qui impliquent notre solidarité avec la communauté humaine. Si je crois à la liberté, ce n'est pas à ma seule liberté que je crois, mais à celle de tous. Si je crois à la dignité ou à la vérité, ces valeurs n'ont de sens que si je les veux pour autrui tout autant que pour moi-même. Parmi ces penseurs personnalistes, il y eut précisément Denis de Rougemont, qui a même revendiqué l'invention du mot « engagement », et qui semble bien en être l'inventeur, ou du moins l'un des inventeurs. L'engagement, au sens des personnalistes et de Rougemont, recouvrait à peu près la définition générale que je vous proposais tout à l'heure : il signifiait que dans la défense des valeurs de liberté, de responsabilité, de vérité et de dignité, je me sens solidaire d'autrui, et que, le cas échéant, je prends une position publique, et je paie de ma personne lorsque, par exemple, ces valeurs sont menacées ou bafouées. Cela veut donc dire qu'éventuellement je descends dans l'arène politique pour les défendre. Mais cela ne veut pas nécessairement dire que j'entre dans tel ou tel parti, ou que je cautionne telle ou telle politique. Cela veut dire, pour citer encore De Rougemont, que j'aurai toujours une « politique de la personne ».

Mais Sartre est arrivé. Sartre qui, comme Picasso, prenait son bien partout. À notre compatriote, il a volé l'engagement ; il s'est emparé du mot et de la chose, pour leur donner un sens beaucoup plus politique. Du moins c'est de lui que date une ambiguïté dont nous supportons encore les conséquences aujourd'hui. Car, on va le voir, Sartre, au fond, défendait lui aussi des valeurs humanistes et personnalistes ; c'est une certaine idée de la justice et de la liberté qu'il voulait promouvoir. Mais Le problème est qu'il a, pendant l'époque de la guerre froide, identifié cette idée avec une politique concrète,

celle de l'URSS, comme si cette politique incarnait réellement les valeurs en question.

Que Sartre, en réalité, ait défendu les valeurs humanistes et les droits de l'homme, qu'il ait réclamé qu'on s'engage pour eux, c'est absolument certain. La preuve en est que pour illustrer son idée de l'engagement, il donne en exemple Voltaire et Zola. Voltaire, parce qu'il avait pris la plume dans l'affaire Calas, afin de protester contre une sinistre erreur judiciaire ; et Zola, parce qu'il s'était engagé en faveur de Dreyfus en publiant son fameux pamphlet « J'accuse ». Or dans les deux cas, nous avons l'exemple d'hommes qui sont intervenus exactement dans le sens de ce que nous appelons les droits de l'homme ou les droits de la personne. Il s'agissait de s'élever contre l'injustice commise contre un individu, et de proclamer la valeur morale inaliénable de la justice. Quand Sartre demande donc à ses contemporains de devenir des Voltaire et des Zola, on ne peut que l'applaudir. Le problème est qu'il est allé plus loin, ou plutôt qu'il est allé ailleurs, dès le moment où il a soutenu, explicitement, que cette valeur morale était représentée par une idéologie politique précise, le communisme, et incarnée par le pays qui se réclamait alors de cette idéologie, l'URSS.

Sartre, vous le savez, a fait partie de ces écrivains et de ces intellectuels pour qui l'engagement entraînait une adhésion de principe, et presque sans réserve, à la politique de l'URSS. Aux yeux de Sartre, si l'écrivain devait agir dans le monde, c'était pour y promouvoir la révolution et la société sans classes, accomplissement final et entier de l'exigence de justice et d'égalité. Mais des hommes comme Camus, Malraux ou Koestler ont bien vite accusé Sartre de se fourvoyer, et de confondre la politique et la morale. Car les forces politiques pour lesquelles il s'engageait avec tant de fougue n'étaient pas des forces innocentes comme Calas ou Dreyfus étaient des

hommes innocents. Et le communisme soviétique était très loin, nous le savons mieux encore aujourd'hui, d'incarner les valeurs humanistes. Sartre a pu aller jusqu'à cautionner des crimes politiques sous le seul prétexte que leurs auteurs portaient l'espérance révolutionnaire, donc l'espérance de justice.

Ce débat, qui a notamment entraîné une rupture définitive entre Sartre et Camus, peut paraître dépassé de nos jours, puisque l'URSS n'existe plus, que l'espérance révolutionnaire semble devenue lointaine, et qu'il n'est plus guère de gens pour croire que la justice parfaite, pour tous les hommes, peut se réaliser par l'application d'une politique déterminée. Mais au fond, la question de fond demeure : dans quelle mesure un engagement moral doit-il entraîner un engagement politique ? Ou plus généralement, qu'est-ce que la politique, par rapport aux valeurs que veut défendre l'homme engagé ?

La preuve que la question n'est pas vraiment résolue dans les esprits, c'est que le débat s'est poursuivi jusqu'à nos jours. Pour commencer, la génération qui a suivi celle de Sartre, la génération du Nouveau Roman, a choisi des positions ou des postures diamétralement opposées aux siennes. Un Robbe-Grillet ne voulait pas entendre parler d'humanisme en littérature. Quant à Michel Tournier, tout en avouant son admiration pour Sartre, il a traité l'humanisme sartrien de « ganache éculée », et ne cesse de revendiquer pour l'écrivain la plus glorieuse irresponsabilité. À vrai dire, ce n'était pas tant parce qu'il estimait que Sartre avait commis l'erreur de confondre ses exigences morales avec l'adhésion à telle politique, c'est qu'il lui refusait le droit d'avoir, en tant qu'écrivain, des exigences morales. Sartre, à ses yeux, avait confondu la littérature avec une entreprise moralisante. Mais je crois que Tournier n'aurait pas eu cette position extrême et confinant au cynisme, si Sartre avait eu le comportement de Voltaire ou de Zola, et n'avait justement compromis la morale,

la vraie, celle qui nous incite à défendre la dignité et la liberté humaine, dans le moralisme, qui consistait à chanter les louanges d'une politique relative, douteuse et même parfois meurtrière. Et Tournier a jeté alors le bébé avec l'eau du bain, la morale avec le moralisme, la défense de la dignité humaine avec les prêches pro-communistes.

Et ce qui se passe de nos jours chez les intellectuels français manifeste un nouveau retour de balancier, une espèce de retour à Sartre, mais sans qu'on se soit dépêtré de son erreur essentielle, la confusion entre la morale et la politique, ou plutôt une politique. À l'occasion de la guerre en ex-Yougoslavie, les Bernard-Henry Lévy et les Alain Finkielkraut, qui avaient vilipendé Sartre et dénoncé hautement ses erreurs, ont en somme marché sur ses traces, à grands pas martiaux. Ils ne défendent plus les mêmes causes que leur aîné, bien sûr, mais leur engagement est aujourd'hui tout aussi problématique, à mes yeux, que celui de Sartre hier. Parce qu'il confond tout autant que lui la défense de la justice avec la défense d'une politique, d'une nation ou d'un parti. La question de principe est simple : si l'on s'engage pour les droits de l'homme et eux seuls (mais les droits de l'homme sont tout l'homme), on va condamner tous les actes qui leur sont contraires, et dont on peut avoir connaissance. On ne va pas pour autant prendre M. Izetbegovitch pour une réincarnation du général de Gaulle, et prétendre que les acteurs d'une guerre se répartissent en bons et en méchants. Ce que l'aventure politique de Sartre aurait dû nous apprendre définitivement, c'est qu'il ne jamais confondre l'engagement pour des valeurs avec l'adhésion sans réserve à telle ou telle idéologie, force ou parti politique, car aucune idéologie, aucune force, aucun parti, ni, à plus forte raison encore, aucun peuple ou nation, en tant que tels, n'incarnent vraiment la justice, la liberté ou la vérité, qui sont des absolus,

tandis que les institutions, les idées ou les groupements humains sont relatifs. Cela ne veut pas dire que l'écrivain, ou que n'importe quel citoyen, n'ait pas le droit moral d'adhérer à tel ou tel parti, de soutenir telle ou telle cause. Mais cela veut dire en tout cas que cette adhésion ne doit jamais cesser d'être critique. Et que la politique doit être jugée, et si possible élaborée au nom de la morale, non pas confondue avec la morale.

L'engagement selon Sartre, qui a provoqué le désengagement des « nouveaux romanciers » puis le réengagement, si j'ose dire, des « nouveaux philosophes », a sur ce point capital, brouillé les cartes. Sartre a propagé une idée décidément erronée de l'engagement de l'individu. Je crois qu'il est bon de s'en tenir à l'idée simple, que nous formulons au début : l'engagement, c'est la conviction que le monde peut aller vers un mieux, la décision de participer à la marche de ce monde, et surtout, la volonté de donner force à des valeurs qui soient véritablement celles de toute la communauté humaine, des valeurs qui soient en droit universelles. Si je me mets au service d'une idée, une nation, une idéologie, une morale qui sont profitables à tel groupe humain, mais qui nuisent à d'autres hommes, alors je ne suis plus digne d'être appelé « engagé ».

En revanche, si mes actes (et mes œuvres dans le cas d'un écrivain) sont toujours ordonnés à cette conviction que la société humaine tout entière est à défendre, et qu'il faut défendre l'intégrité de tout individu pour défendre l'humanité tout entière, alors je suis réellement engagé, et je ne risque pas de commettre, sauf à me renier moi-même, des actes des paroles contraires à ce qu'on appelle aujourd'hui les droits de l'homme, et qu'on peut appeler tout simplement la dignité humaine. Cela n'exclut pas que je descende dans l'arène politique, mais je ne prendrai pas telle politique pour l'incarnation de mes valeurs, j'essaierai au contraire d'incarner

mes valeurs dans une politique dont je serai conscient qu'elle est relative, ou plutôt d'y défendre et d'y illustrer l'idée absolue que je me fais de la dignité humaine. Cela ne veut pas dire enfin que je suis forcé d'être apolitique. Car, nous allons en parler encore dans un instant, l'engagement tel que je le définis, s'il n'oblige pas à choisir tel ou tel parti politique, ou plutôt s'il oblige à demeurer critique en face de tout parti politique, n'en exclut pas moins d'emblée certaines politiques dont nous savons qu'elles défendent des intérêts égoïstes et partiels, les possédants contre les démunis, les nationaux contre les étrangers, les tenants de telle religion contre les tenants de telle autre, etc. Ces politiques-là, par définition, sont contraires aux exigences morales des droits de l'homme, et quiconque est engagé au sens personnaliste du mot se détournera d'elles.

\*

Que l'engagement véritable ne conduit jamais à prendre la politique pour la morale, mais toujours à mesurer la politique à l'aune des valeurs morales, celles-là mêmes que défendent entre autres, les écrivains les plus soucieux de la communauté, je crois que nous en avons actuellement un très bel exemple. c'est le moment d'évoquer la figure d'un écrivain contemporain qui, longtemps, a dénoncé les mensonges du pouvoir oppresseur qui régnait dans son pays. Tant et si bien qu'il a payé cette audace de longs séjours en prison. Mais ce même homme, quatre mois après son dernier séjour derrière les barreaux, le 29 décembre 1989, a été élu président de la République. Il l'est toujours à l'heure où je vous parle. J'ai nommé bien sûr Václav Havel, président de la Tchécoslovaquie, puis de la Tchéquie. Voilà donc un homme qui nous pose de façon brûlante la question de la politique, et de son rapport aux valeurs morales, dont on peut vraiment dire que, comme écrivain dissident, il les incarnait.



Comment a-t-il pu, si toute politique est relative, prendre le risque de descendre dans l'arène, et de s'engager plus que Sartre ne l'aurait jamais rêvé, en devenant le premier personnage de l'État ? Est-ce à dire qu'il s'est compromis, ou qu'au contraire il aurait découvert la politique digne de sa morale ?

Ni l'un ni l'autre. Havel n'a pas compromis dans la basse politique la pureté de ses idéaux, il n'a pas non plus cru trouver dans la haute politique l'incarnation de ces mêmes idéaux. Non, il tente de faire vivre, autant que possible, dans la politique pratique, c'est-à-dire dans la vie communautaire, les valeurs qu'il défendait auparavant, par la plume, au risque de sa vie et de sa liberté. En devenant président, Havel abandonne le statut de gibier de prison pour celui de premier personnage de l'État, qui vit dans un château, et commande au chef de la police. Mais il dit et répète que son métier est resté le même : et lequel ? Eh bien, le métier d'homme. En choisissant la politique, Havel a simplement voulu continuer en gouvernant ce qu'il avait commencé en écrivant. Il essaie de faire valoir une politique qui soit la plus fidèle possible aux valeurs qu'il défendait comme écrivain et comme citoyen. Une politique, il le dit lui-même, qui s'inspire des valeurs morales, mais sans prétendre incarner la morale. Une politique nourrie par une exigence humaine qui est au-delà de la politique. Dans son premier discours aux députés de son Parlement, il a dit notamment : « J'aimerais rappeler toujours l'existence d'un horizon spirituel, désintéressé, ou, si vous voulez, non politique » (AV, 41).

Václav Havel, lorsqu'il était un dissident bon pour la prison, lorsqu'il était un petit dramaturge peinant à se faire jouer, agissait et s'engageait. Et maintenant qu'il habite au château de Prague, il continue de s'engager. Il nous montre qu'on peut, quelle que soit sa place dans la société (y compris celle de président, la plus difficile pour qui croit aux valeurs de la personne) respecter ces valeurs de la personne. Havel écrit dans

un discours qui date de 1991 (et je crois que cette parole est l'une des plus surprenantes, mais aussi des plus importantes qu'on puisse entendre aujourd'hui) : « Il ne faut surtout pas penser qu'il est mauvais de s'intéresser à la politique, parce que la politique, par principe, rend(rai)t l'individu immoral. La conclusion est tout autre : la politique fait partie des activités humaines qui demandent davantage de sens moral, de capacité d'autocritique, de responsabilité, de goût et de tact. Il faut être capable de ressentir les autres, avoir de la mesure et de l'humilité » (AL, 163). Si Havel a la plus haute idée de la politique, c'est encore une fois parce qu'elle est bien davantage que la politique, la mise en oeuvre d'une exigence de dignité humaine, un des lieux où peut se manifester et se concrétiser l'engagement humain. Au contraire de ce qu'elle était dans la vision de Sartre, la politique n'est pas l'application systématique d'une idéologie qui incarnerait miraculeusement l'exigence morale. Non, la politique n'incarne pas l'exigence morale, c'est nous qui devons imposer cette exigence à l'action politique.

\*

Historiquement, je vous l'ai dit, la question de l'engagement a été posée par des penseurs et des écrivains, et l'on dirait qu'elle se pose avant tout pour eux. Havel est un président plus humaniste que beaucoup d'autres, et voilà qu'il était précisément un écrivain. Il est clair pourtant que les écrivains n'ont pas le monopole de l'engagement et de la défense des droits de l'homme. Simplement, il se trouve que la littérature, presque par définition, met en scène des personnes ; presque naturellement, elle est sensible aux problèmes, aux exigences, à la dignité de la personne humaine. Écrire, c'est prendre conscience du monde, et même si l'écrivain ne s'engage pas au sens sartrien, ni même au sens de Havel, même s'il ne touche pas à la politique, il touche presque forcément à l'éthique, donc

à la politique au sens que j'ai tenté de définir : à la vie de la communauté.

Pour illustrer ce phénomène qu'on pourrait presque appeler « l'engagement naturel » de l'écrivain, je voudrais vous raconter une brève scène à laquelle j'ai eu la chance d'assister voilà deux ans. La scène se passe au Caire, où j'avais été invité à parler dans quelques Universités. Un jour on me conduit, en plein centre de la ville, dans un café des bords du Nil. Nous sommes vendredi, c'est-à-dire le dimanche musulman. Au fond d'une salle plutôt sombre, une table autour de laquelle sont assises une vingtaine de personnes. Comme la table suffit tout juste pour dix personnes, les gens sont installés sur deux rangs. Ils parlent avec une grande animation, mais avec un certain ordre. Tour à tour, chacun fait son discours. On me traduit les propos tenus. Il est question de politique de l'éducation et de l'enseignement, de politique de la santé, des décisions des ministres ou des députés, de la corruption des fonctionnaires égyptiens. D'une façon générale, chacun plaide pour une éducation meilleure et plus ouverte, ou parle en faveur d'une démocratie et d'une liberté qui ont bien de la peine à triompher vraiment en Égypte. On assiste en somme, dans ces échanges passionnés et vigoureux, à un bel exemple de démocratie directe et de débat public. Mais pourquoi tous ces gens sont-ils réunis là ? Et pour qui parlent-ils ? Car ils ont tous l'air de s'adresser à l'un d'entre eux, qui reste silencieux, et que je ne peux voir, parce que je ne peux accéder à cette table, et que de toute façon le second rang des participants me cache le premier.

Eh bien, ces gens-là se réunissaient, comme chaque vendredi depuis plusieurs années, et comme ils continuent à le faire maintenant, autour du grand écrivain et prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz, âgé maintenant de plus de quatre-vingts ans. Cet homme, vénéré de ses compatriotes, et dont j'ai pu mesurer l'extraordinaire popularité quand j'ai eu l'occasion

de prononcer son nom devant des étudiants, cet homme était le centre, le coeur et la cause de cette réunion de citoyens, qui parlaient ensemble problèmes politiques et sociaux, échangeaient des arguments, se disputaient parfois, mais ne parlaient au fond que pour lui, ce vieil homme qui ressemblait à une momie de son pays, et qui restait silencieux. Naguib Mahfouz est un très grand romancier, digne des plus grands en notre siècle. C'est le romancier de l'Égypte moderne, et, si j'ose dire, sa conscience. Pourtant, son silence était ici symbolique, car on peut affirmer qu'il n'a jamais fait de politique et n'a jamais directement interpellé le pouvoir de son pays sur les questions politiques et sociales. Son engagement, c'est uniquement son oeuvre. Non seulement, et tout au contraire de Havel, il n'est pas devenu président de son pays, mais il n'a jamais écrit, pour ainsi dire, que des oeuvres de fiction pure.

Or, vous le voyez bien, cela ne signifie nullement que Mahfouz n'est pas un écrivain engagé, au sens que je tente de définir. Car si les autres, tout autour de lui, parlaient passionnément, et parlaient politique, c'était à cause de lui, et parce que son oeuvre avait aiguisé leur conscience, suggéré certaines valeurs à respecter ou à promouvoir, mais, avant toute chose, éveillé en eux l'exigence de valeur, chanté la dignité de tout être humain. Son oeuvre est d'ailleurs riche en portraits de petites gens, ou de gens victimes de discrimination, et dont il nous montre à chaque fois, sans démonstrations ni grandes phrases, la dignité essentielle, inaliénable. Mahfouz est engagé parce qu'il croit à l'amélioration possible du sort des hommes, sous le signe de leur dignité foncière.

De l'engagement de Mahfouz, et de la force de ses paroles, j'avais la preuve dans ce café du Caire, mais j'en ai eu, quelques mois plus tard, une preuve encore bien plus décisive et bien plus terrible. Comme vous l'avez peut-être su par les journaux, car

on en a parlé jusqu'en Europe, le même Naguib Mahfouz, quelques mois plus tard, a été victime d'un attentat. Un jeune homme lui a planté un poignard dans le cou, et c'est miracle s'il en est sorti vivant.

Pourquoi cet acte de violence, pourquoi cette tentative de meurtre sur un homme qui n'a jamais fait, à proprement parler, de politique ? Parce que Mahfouz est l'auteur d'un roman intitulé *Les fils de la Médina*, qui raconte de manière allégorique, comme si c'était l'histoire d'une seule famille égyptienne, l'histoire de toute l'humanité, des origines à nos jours, et que ce récit, forcément, raconte la succession des religions qui se sont proposées aux hommes au cours des siècles. Parmi elles, la religion de l'islam. Le livre, je peux en témoigner pour l'avoir lu, ne contient d'autre blasphème que celui qui consiste à situer l'islam dans l'histoire, à le placer sur le même plan que les autres religions, qui toutes, d'ailleurs, sont présentées comme hautement respectables. Mais cette tolérance est déjà beaucoup trop grave aux yeux de ceux qui ont commandité l'assassinat de Mahfouz. Cette affaire vous fait certainement songer au cas, plus connu encore, de Salman Rushdie : Un écrivain qui se contente de faire parler son imaginaire et ne prétend pas à un autre rôle se trouve sommé, par les pouvoirs politiques ou religieux, de se dédire ou de mourir.

On pourra s'étonner que des écrivains qui ne se sont pas engagés, du moins au sens sartrien du terme, qui ne sont pas descendus dans l'arène politique, soient cependant pris à partie par la politique ou la religion politisée. Mais c'est qu'ils sont bel et bien engagés, au sens que j'ai tenté de définir : engagés pour la dignité humaine, représentants, par leur oeuvre, de cette dignité potentielle, et par conséquent ennemis de tous les pouvoirs forts ou violents qui cherchent à piétiner et à nier cette dignité. Ils sont engagés parce qu'ils font leur métier d'homme,

ou de femme, dans leur littérature.

Ce qui arrive à Mahfouz ou Rushdie, au fond n'est pas nouveau (même si la religion semble avoir remplacé la politique comme fauteur d'oppression ; mais c'est une religion hautement politisée, il faut bien le dire). Dans notre seul XXe siècle, d'innombrables auteurs ont été bannis ou persécutés par des régimes dictatoriaux, alors qu'ils n'avaient pas toujours écrit, des textes directement politiques, directement « engagés » au sens sartrien. Ce fut le cas d'un Pablo Neruda au Chili (à ce propos, vous avez peut-être vu le film *Il postino*) ; ce fut le cas d'un Soljénitsyne en URSS. L'un et l'autre se contentaient de faire leur métier d'homme en décrivant la réalité qui les entourait. Ce fut aussi le cas, voilà peu de temps encore, de Václav Havel lui-même. Bref, tout auteur, dès qu'il fait acte de conscience, de critique et de réflexion, fait vivre dans son oeuvre cette exigence de dignité humaine que la dictature n'apprécie guère.

Toute oeuvre littéraire met alors en jeu les valeurs essentielles dont je viens de parler ; toute oeuvre, en tant que telle, est engagement pour une certaine idée de l'homme pensant et libre. Je ne veux certes pas dire que par là que tout écrivain doit se mettre à faire la morale dans ses livres, à écrire des oeuvres de propagande pour les droits de l'homme, ou à ne composer que des odes à la liberté ou à la justice. Certainement pas, car ce serait mal comprendre le sens même de son travail, et le genre de parole dont il est porteur. Mais le risque est nul, car ce sont au contraire ceux qui se faisaient ou se font de l'engagement une idée à la Sartre, ou bien pire, une idée qui était celle des théoriciens de l'art réaliste socialiste, qui font de la morale dans leurs ouvrages, ou n'écrivent que des odes à la gloire du parti. Si l'écrivain en revanche est engagé dans ce sens très large mais aussi très exigeant que je viens de dire, si donc il se sent

personnellement responsable de la marche de la société, et croit à son amélioration possible, il pourra traiter n'importe quel sujet, peu importera : il pourra raconter la vie d'un prince ou d'un misérable, écrire un roman historique ou fantastique, un rêve ou un conte, son engagement demeurera clair et perceptible.

\*

Mais des écrivains, nous pouvons revenir aux hommes et aux femmes en général. Les écrivains sont des cas particuliers parce qu'encore une fois ils font métier de refléter la réalité du monde et d'en prendre conscience. Ce sont des généralistes de la condition humaine. Ce qui est vrai pour eux, du point de vue de l'engagement, doit être vrai pour tous et pour chacun. Afin de rendre clair ce dernier point, je voudrais m'appuyer sur un écrivain que j'aime particulièrement, et qui, à mes yeux, a su faire admirablement son métier d'homme. Il s'agit d'Albert Camus. Dans la conférence qu'il a prononcée au moment de recevoir le prix Nobel, Camus a évoqué le problème de l'engagement, à propos de l'art et des artistes, mais nous verrons que ses paroles peuvent valoir pour tout le monde. Voici ce qu'il a dit : « Le seul artiste engagé est celui qui, sans rien refuser du combat, refuse du moins de rejoindre les armées régulières, je veux dire le franc-tireur » (OE II, 1092). « Ne rien refuser du combat », cela veut dire ne jamais fermer les yeux sur les problèmes et la douleur de notre temps. Cela veut dire qu'on renonce à se croire seul au monde, Mais pour autant, on ne rejoint pas « les armées régulières ». Autrement dit : ce n'est pas parce que l'on descend dans la mêlée que l'on va prendre pour argent comptant les discours politiques dominants ou soutenir la première idéologie qui prétendra nous offrir le bonheur sur un plateau. Notre engagement doit être total, mais

toujours critique. Non par pose ou par individualisme, mais parce que le combat pour la personne est un combat qui doit être assumé par des personnes, non des groupes ou des partis. Il faut le souligner avec force, en cette époque où l'on cherche parfois à faire prévaloir le droit du groupe sur celui de la personne. Le « franc-tireur » dont parle Camus, c'est un homme qui, bien sûr, lutte pour une cause commune, mais qui le fait au nom de sa liberté personnelle, au nom de toutes les libertés personnelles, non pas au nom du groupe.

Même s'ils remontent à l'époque de la guerre franc-prussienne, les « francs-tireurs » peuvent à bon droit nous évoquer, surtout sous la plume de Camus, la période de la Résistance française. Les Résistants français ne se battaient pas d'abord pour la victoire de tel ou tel pays, ni pour que s'instaure en France telle ou telle politique. Bien sûr, ils luttaient pour le triomphe de la France libre, et pour que s'y établisse un régime démocratique. Mais ces aspects de leur combat n'étaient pas les premiers. Ce qui était premier, c'est que l'on combattait le nazisme. Or le nazisme était beaucoup plus qu'une politique, une nation ou une idéologie. C'était précisément une tentative de briser, de brûler et de réduire en cendres humaines l'idée d'une dignité commune à tous. En proclamant la supériorité d'une race sur les autres races, en tentant, par la propagande, la guerre, la torture et les chambres à gaz, de retrancher des millions d'êtres de la condition humaine, le nazisme était vraiment l'ennemi absolu de l'idée même d'humanité. Il cherchait à détruire ce que la philosophe Simone Weil, appelait l'être humain comme tel.

Et l'on peut dire que les Résistants (ils l'ont souvent affirmé eux-mêmes, d'ailleurs ; je pense au poète René Char) ont combattu pour que vive et survive cette dignité menacée. Cette dignité qui était celle de l'humanité comme telle, l'humanité



tout entière, mais incarnée dans chaque individu torturé ou détruit. Résister, c'était et c'est encore résister à toutes les forces qui visent à anéantir cette dignité première. Or c'est parce qu'ils défendaient la personne humaine comme telle, que les Résistants de la deuxième guerre mondiale sont restés des « francs-tireurs ». Certes, ils étaient organisés, mais ils restaient des hommes et des femmes seuls devant l'écrasante responsabilité de représenter et de défendre l'idée même d'humanité, bafouée par leurs ennemis. La dignité de la personne doit être défendue par des personnes, seules et responsables d'eux-mêmes. Non pas, je le répète, seules au sens individualiste du mot. Mais au sens où chacun doit se sentir absolument responsable de soi, et, au travers de soi, responsable de tout être humain.

\*

Ainsi compris, l'engagement concerne décidément tout le monde, et n'est plus réservé aux seuls écrivains. Car dès le moment où vous défendez, par vos convictions et votre attitude, la dignité humaine, dès le moment où vous cherchez à donner force à votre désir de vérité et de justice, vous êtes engagé, et cela, même si vous n'adhérez à aucun parti et ne disposez d'aucun pouvoir d'aucune sorte, pas même le pouvoir littéraire. Bien sûr, la place d'un écrivain, comme celle d'un homme politique, a quelque chose d'exemplaire et de privilégié, puisqu'ils peuvent l'un et l'autre s'adresser à un grand nombre de personnes à la fois, et que leur parole a donc plus de chance d'être entendue. Mais la question, dans cette affaire, n'est pas quantitative. Et la force d'un engagement n'est pas proportionnelle au pouvoir apparent de celui qui s'engage. C'est même presque le contraire. Car la défense de la dignité humaine comme telle ne peut pas être le fait d'un pouvoir, si bien

intentionné soit-il. Elle est toujours le fait d'individus qui incarnent et illustrent cette dignité par leur oeuvre ou simplement par leur vie.

Je voudrais conclure en revenant encore une fois à l'écrivain-président Havel, et pour citer un discours qu'il a tenu en Suisse — au Forum de Davos, qui plus est. Ce forum qui, vous le savez, est un haut lieu qui réunit chaque année les « décideurs » économiques de toute la planète, et ne semble donc guère propice aux réflexions humanistes, ni à la considération des individus sans pouvoir. Havel pourtant a tenu à s'exprimer ainsi : « Il ne faut pas croire que nos actes quotidiens, qui semblent microscopiques en comparaison avec les problèmes gigantesques du monde actuel, restent sans importance. (...) Celui qui reconnaît le pouvoir, la force mystérieuse de sa propre existence, qui lui permet de communiquer avec les forces de l'existence de tous, n'a pas à désespérer » (AL, 213).

\*